

tribune

socialiste

HEBDOMADAIRE
DU PARTI SOCIALISTE
UNIFIE
N° 497, 1,50 F
JEUDI 20 MAI 1971



Partout

DREYFUS SALAD

RENAULT

AURA TA PEAU

OS D¹⁷ 38

CONFUS
EN

CCUPATION

JUSQU'À VICTOIRE

5 38

WATER

卷之三

100

— 10 —

100

卷之三

100

10

la lutte s'étend

Au sommaire

Information

Gérard Féran a eu la curiosité d'écouter, l'autre matin, Ferniot pérer à la radio. Il trouve que ce grand commis de l'Elysée va un peu loin et il dit pourquoi (p. 14).

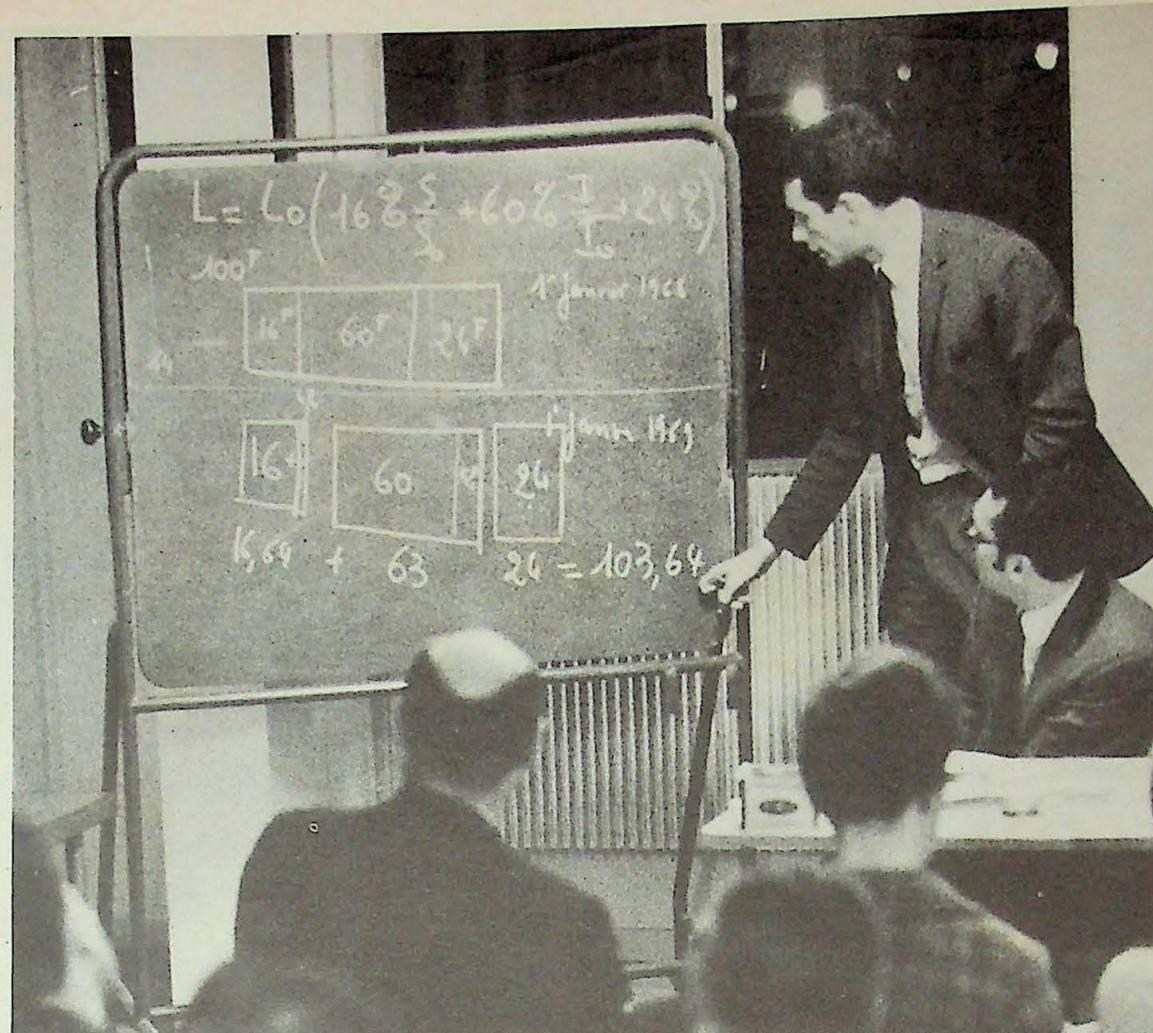
Répression

Ce qui s'est passé à Reims et que nous relatons en page 13 est parfaitement significatif. Toute une ville livrée, sans raison, à la furie des C.R.S. L'image de la « Nouvelle société » prend des allures hitlériennes. D'ailleurs, que M. Tomasini se rassure, les magistrats ne sont pas en reste. Jean Verger a dressé la liste des dernières affaires en cours (page 12).

Monnaie

Les révolutionnaires ont une tendance souvent trop simpliste devant les mécanismes économiques. On se débarrasse trop facilement d'une crise monétaire en criant « Haro sur le dollar et l'impérialisme dominant ». Mais les choses ne se passent pas exactement ainsi. Jacques Malterre dévoile, en page 8, le véritable rôle du capitalisme allemand dans les derniers événements et propose quelques explications politiques.

Photos dans ce numéro :
A.F.P. (p. 4, 9, 11).
Collombert (p. 12, 16).
J. Windenberger (p. 2)



Luttes universitaires

Du culot

Robert Chapuis

Dans le S.N.E.S., du 21 au 29 mai, vont avoir lieu des élections à la CA nationale. Selon les habitudes de la F.E.N., les différents courants vont donc fixer leur influence pour les deux ans à venir. Cette année, le scrutin est clair, puisqu'on voit s'opposer quatre listes :

— celle de la majorité de la F.E.N. (Indépendance et démocratie), de tradition social-démocrate ;

— celle de la majorité du S.N.E.S. (Unité et action), d'orientation C.G.T.-P.C.F. ;

— celle du Front unique ouvrier, autrement dit le courant trotskiste - lambertiste, type A.J.S. ;

— et enfin, celle du courant révolutionnaire, qui réunit des militants Ecole émancipée, Démocratie syndicale et hors tendances.

En assurant leur unité sur des bases claires et offensives les militants révolutionnaires ont été rejoints par de nombreux enseignants progressistes éccurés par l'immobilisme de la direction et son suivisme à l'égard du P.C. (répression, mouvement lycéen, etc.). Des succès importants ont été enregistrés dans les élections académiques : partout ce courant est en progrès, atteignant même une quasi-majorité absolue dans l'académie de Rennes.

Devant cette montée, la majorité actuelle du S.N.E.S. fait

feu de tout bois. Elle développe une fois de plus la conception communiste de l'unité, sans craindre le mensonge comme on peut en juger par cet extrait de sa plate-forme électorale :

« Parmi les candidats U et A, beaucoup n'appartiennent à aucune formation politique ; d'autres adhèrent à des partis de gauche : C.I.R., P.S., P.S.U. Certains sont incroyants, d'autres attachés à une religion. »

« C'est ensemble qu'à la faveur de larges discussions menées sur un total pied d'égalité et exemptes de toute intervention extérieure, ils déterminent leurs optiques syndicales. »

Il est vrai qu'au S.N.E.S. il n'est nul besoin d'intervention extérieure. Le prochain secrétaire général, G. Alaphilippe, est membre du P.C.F. et tient bien en main sa majorité au service de la démocratie avancée. Mais vouloir embarquer le P.S.U. dans cette galère, c'est un peu fort de café !

Il faut donc rappeler ici que le Conseil national du P.S.U. en janvier 71 a indiqué en termes très nets que des militants P.S.U. ne peuvent occuper aucune responsabilité dans une tendance réformiste du syndicalisme enseignant (et le texte spécifie : Unité et Action, in-

dépendance et démocratie, majorité du S.G.E.N.). En effet, comment se prétendre militant P.S.U., si l'on développe une pratique contraire aux options fondamentales, aux choix stratégiques essentiels du P.S.U. Pour des raisons électorales, certains dirigeants du S.N.E.S. aimeraient pouvoir se dire P.S.U. : ils pourraient alors compter sur la reconnaissance de leurs camarades communistes. Ils doivent savoir pourtant que les commissions des conflits du P.S.U. a déjà demandé à un camarade de choisir entre son appartenance au P.S.U. et ses responsabilités au S.N.E.S. En effet, — et cette précision est essentielle — celles-ci ne proviennent pas des syndiqués, mais du choix interne à la tendance, conformément aux statuts de la F.E.N. Ce camarade a préféré conserver son mandat, montrant par-là ses véritables positions politiques. Ainsi les choses sont claires.

Au P.S.U., nous faisons la différence entre le débat politique où toutes les positions peuvent être exprimées, et la lutte elle-même qui implique cohérence et cohésion.

Au S.N.E.S., si U et A procédaient avec plus de franchise à l'égard des syndiqués, le débat y gagnerait sans doute en clarté et l'action en efficacité.

tribune socialiste

Hebdomadaire du P.S.U.

Directeur Politique
Jean-Marie Vincent

Secrétaire de la Rédaction
Philippe Guyot

Comité de Rédaction

Henri Beley, André Bielany, Gilbert Chantaire, Françoise Claire, Michèle Descolonges, Gérard Féran, Jacques Ferlus, Christian Guerche, Gilbert Hercet, Christian Leucate, Alain Moutot, Dominique Nores, Jean-Yves Romo, Lucien Saintonge, Eliane Schweitzer, Jean Verger.

Directeur de la Publication
Guy Degorce

Rédaction - Administration

54, Bd Garibaldi
PARIS (15^e)

Téléphone :
Administration : 783-19-20
Rédaction : 566-45-64

Abonnements

6 mois 22 F
1 ans 43 F
de soutien à partir de 80 F
C.C.P. 58 26 65

S.A. Imprimerie Editions Moriamé,
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e

Le présent numéro est tiré
à 28.000 exemplaires

PANTHÉON

Les mariés de l'an II

avec Marlène Jobert
et Jean-Paul Belmondo

13, rue Victor-Cousin

ODE. 15-04

Permanent de 14 h à 24 h

L'espoir change de camp

Abraham Behar

L'offensive ouvrière, malgré les tentatives désespérées de la presse pour minimiser son importance, continue à s'affirmer dans le pays.

Partout les O.S. sont le fer de lance du combat. Partout l'organisation capitaliste du travail constitue la cible principale. Partout aussi le même patronat et le même Etat opposent le même refus obstiné aux revendications des travailleurs.

C'est la direction de la Régie, relayée par Giscard d'Estaing, qui refuse toute concession. Ce sont les gardes mobiles de Lorraine qui viennent, à la demande de De Wendel, provoquer les sidérurgistes et déclencher une répression sauvage dans la rue et jusqu'aux portes de l'usine.

Aujourd'hui, devant l'ampleur du mouvement, mais aussi devant la résistance du pouvoir, deux questions se posent : quels sont les outils nécessaires pour vaincre ? Quelle perspective politique peut s'ouvrir à la classe ouvrière et à tous les exploités ?

Quels outils ? Pour tenir, pour occuper, pour mobiliser davantage les travailleurs, le premier instrument devient l'assemblée ouvrière de base qui donne force et dynamisme au mouvement syndical.

Cette assemblée peut et doit être préparée par les travailleurs eux-mêmes à partir des propositions syndicales ou des propositions des militants qui participent à la lutte. Elle peut et doit être un lieu collectif de discussion et de décision. Elle représente aujourd'hui la force décisive de la démocratie prolétarienne. Mais, pour être pleinement cela, elle doit aussi trouver son propre débouché : le comité de grève, émanation de l'assemblée, regroupant syndiqués et non-syndiqués, les délégués représentatifs des ateliers, pour que les travailleurs dirigent eux-mêmes leurs propres luttes.

Mais surtout, il faut que les assemblées s'ouvrent vers l'extérieur : il n'est pas vrai, dans le contexte actuel, que les travailleurs d'une seule usine feront plier seuls le patronat et l'Etat.

La jonction avec les combats populaires est nécessaire. Il est indispensable que se constituent des comités de soutien, que l'effort de solidarité tel que l'a lancé notre parti, se renforce et se développe *sans exclusives*. Cela veut dire qu'il faut rechercher inlassablement la jonction avec le mouvement paysan, avec les *usagers* (sinon, com-

ment sera utilisée par le pouvoir la grève de la R.A.T.P. ?), avec toute la population d'une région (sinon devant les fermetures d'usines, les mutations, le problème de l'emploi, *qui soutiendra* les sidérurgistes de Knutange ?).

Les obstacles sont nombreux : l'envie suscitée par la presse et la radio devant les salaires prétendument élevés des O.S. de Renault-Le Mans (mais devant les cadences accélérées l'argument ne tient pas), le déploiement extraordinaire des forces du P.C.F. pour empêcher la coordination des différents mouvements, pour cloisonner les luttes, et la propagande officielle déferlant sans cesse avec tous ses moyens.

Il est de la responsabilité de chaque militant du parti de vaincre ces obstacles, quels que soient les risques.

Car l'enjeu politique est considérable. En partant des grilles de salaires et surtout du refus des cotations arbitraires par poste ainsi que du statut faisant de l'O.S. un paria, en y joignant la réduction de la durée du travail et l'avancement de l'âge de la retraite, la classe ouvrière est en train de créer elle-même, par sa propre lutte, les conditions d'un bouleversement du rapport des forces. C'est en effet en réunissant ses propres formes de démocratie, en opposant ses propres formes d'organisation au despoticisme du capital dans les entreprises, que les travailleurs commencent à forger de l'intérieur l'alternative au pouvoir de la bourgeoisie.

Si la jonction se fait avec les paysans et tous les opprimés, une nouvelle ère s'ouvrira pour le pays.

Toute cette perspective n'élude ni les difficultés, ni les coups sévères que nous porte le pouvoir. Mais, pour éviter le pourrissement et la défaite, le combat pour ébranler l'organisation capitaliste du travail est la seule voie possible et la seule raisonnable : ni les cocoricos de l'éternel candidat à la gestion du capitalisme, l'inéfable Monsieur Mitterrand, ni l'histérie anti-révolutionnaire et anti-ouvrière de quelques dirigeants du P.C.F., ni la démocratie plus ou moins avancée, plus ou moins replâtrée des réformistes, ni a fortiori l'union sacrée contre l'extrême-gauche ne sont des solutions concrètes et réalistes aux problèmes des travailleurs.

L'unité dans le combat de tous les prolétaires et de tous les opprimés, la prise de

contrôle sur l'appareil de production, la création d'une véritable démocratie ouvrière, voilà aujourd'hui les questions à l'ordre du jour.

Pour nous, quels que soient les difficultés, les obstacles, nous continuerons à nous battre aux côtés des travailleurs contre l'ennemi principal : la bourgeoisie, pour que le mouvement ouvrier reprenne goût à la victoire.

Dans les circonstances présentes, la résignation fait place, dans des couches de plus en plus larges de la classe ouvrière, à l'espoir, à la confiance dans la lutte collective, et à la conviction que l'on peut desserrer l'étreinte du capital sur la vie quotidienne et le travail.

Il faut que toute cette énergie jette les bases, dans les semaines et les mois qui viennent, d'un profond renouvellement des méthodes de lutte et des organisations ouvrières. □

Communiqués

● **Une manifestation, du métro Charonne au Mur des Fédérés est organisée le samedi 22 mai à 12 h 30**

● **Le lundi 24 mai, à 20 h 30, l'émission télévisée " A armes égales " opposera Serge Mallet à Christian Fouchet sur le thème l'Ordre**

Solidarité avec les grévistes de Renault

● **Le P.S.U. a déjà versé 500.000 A. F. au comité intersyndical de Renault.**

Renault

Un échec du pouvoir

F. Jyr

Au matin du 17 mai, la radio et la presse annoncent avec éclat qu'enfin un accord avait été trouvé entre la direction de la Régie et les représentants syndicaux. Le compromis proposé est pourtant bien maigre.

Les coefficients de tous les O.S. sont revalorisés de 12 à 5 points, en allant dégressivement de la classe la plus basse (5) à la classe la plus élevée (11). Ce relèvement n'entraîne en fait qu'une majoration minime des primes, soit à peine 1 % de la rémunération globale des O.S.

Une garantie des salaires acquis après dix ans d'ancienneté contre les déclassements.

Une indemnisation partielle du personnel placé en chômage technique (30 % de la perte de salaire subie) et des grévistes (avance de 500 F). Mais les grévistes du Mans, contrairement à tous les autres travailleurs de Renault, seront pénalisés sur la prime d'assiduité versée en juillet. De plus, la direction du personnel liait la réalisation de ces propositions à une reprise du travail le 17 mai.

Un marché de dupes

En fait, la Régie et le gouvernement ne veulent pas céder sur le point essentiel : la remise en cause, par les O.S. du système de cotation par poste. La réévaluation de certains coefficients n'est en aucun cas une réponse à la revendication des O.S. que peu à peu tous les travailleurs de chez Renault, et bientôt tous les travailleurs de la métallurgie, avançaient : « Grille unique des salaires ». Cette revendication met en cause tout le système de recrutement de la Régie, l'impossibilité d'une promotion professionnelle, toute l'organisation capitaliste du travail. Il n'est pas inutile de le rappeler pour juger exactement ce que la direction s'est décidée à lâcher. Les O.S. de Renault ont-ils mené quinze jours de grève, créé une unité autour de



leur lutte, dénoncé toute la politique contractuelle du pouvoir pour obtenir 50 F et des garanties très diversifiées (selon qu'ils sont grévistes du Mans ou d'ailleurs, qu'ils ont dix ans d'ancienneté ou pas) ? La réponse à cette question ne peut qu'être claire et nette. Non !

Est dupé qui veut bien l'être

Pourtant, la C.G.T., par la bouche de *Sylvain*, tout en émettant de prudentes réserves, estime le compromis acceptable. La C.F.D.T. est beaucoup plus critique. Par contre, « *l'Humanité* » du lundi 17 mai surenchérit sur la C.G.T. Pour le P.C.F., c'est « un échec au complot contre Renault ». C'est « un incontestable succès pour les travailleurs de Renault qui ont réussi à mettre la direction et le gouvernement en échec ! » Ainsi, ceux-là même qui, en début de semaine, chiffraient ce que la Régie devrait payer pour satisfaire les revendications de tous les O.S. ne s'embarrassent plus au matin de ce 17 mai pour proclamer qu'une augmentation de 1 % de la rémunération, c'est une victoire. Ils surenchérissent même en déclarant que le mouvement a été provoqué par la direction. Ce sont des miettes que veulent donner la direction et le gouvernement. Génés par un mouvement qui les a dépassés tant par son ampleur que par son unité et son contenu, les stratégies du P.C.F. et de la C.G.T. ont préféré ramasser ces miettes et faire fi de la volonté de lutte des travailleurs. Tous ceux qui l'ont respectée jugeront cette attitude.

La direction et le gouvernement : le dos au mur

Les travailleurs du Mans ont, dans un vote à bulletin secret, refusé le compromis. Ils ont ainsi démenti

Clermont-Ferrand

Transport-solidaire

Le 8 mai dernier, le prix du ticket de bus urbain passe de 1 F à 1,20 F. Aussitôt, le Comité des usagers des transports en commun se mobilise. Il décide de boycotter les bus. C'est l'opération « Transport-solidaire ». Des voitures particulières accueillent les usagers aux arrêts des cars et les transportent gratuitement. A bord de la voiture, un tract est donné aux passagers et la discussion s'engage. De nombreuses personnes demandent des tracts pour les distribuer dans leur entreprise. Quarante automobilistes, en plus des militants du Comité d'usagers, offrent leur véhicule pour la durée de l'opération.

Au total, le 15 mai au matin, ce sont 1.500 personnes qui emprunteront ce réseau de transport parallèle. La direction des cars clermontois s'inquiète, les policiers empêchent les automobilistes de stationner sur les arrêts des bus.

Pendant le même temps, le P.C.F., qui juge « l'opération généreuse mais non politique », organise une manifestation à laquelle une centaine de personnes, à peine, participeront. □

ceux qui parlent déjà de la grève de Renault comme d'un mouvement passé. Leur vote a été confirmé l'après-midi de lundi à Boulogne-Billancourt. C'est une mise en échec de la manœuvre gouvernementale qu'il faut applaudir. La lutte reprend à Renault. Ce n'est pas la lutte limitée qu'avance la C.G.T., c'est la lutte de tous ! Relayés par les métallurgistes lorrains, les dépôts de la R.A.T.P., les ouvriers de Berliet, de la Rhodiaceta, ils font pourrir toute la politique de rechange imaginée par le pouvoir pour masquer la crise accrue du système capitaliste et l'exploitation grandissante qui en découle pour les travailleurs. L'enjeu est trop important. 50 F n'y suffisent pas ! Le combat continue et il faut l'élargir, le soutenir le faire porter par tous les travailleurs. □



Quand la C.I.T. licencie

Lucien Saintonge

La C.I.T. (Compagnie industrielle des télécommunications) possède de nombreuses usines, tant à Paris qu'en province.

Ayant un marché assuré, grâce aux généreux contrats des P.T.T. cette compagnie ne doit son dynamisme qu'à une exploitation intensive des travailleurs : *Peu à peu tous les secteurs productifs sont payés au rendement ; les autres sont étroitement contrôlés par des augmentations individualisées et des primes. Les salaires sont bien inférieurs à ceux de l'industrie électronique en général.*

Dans les secteurs productifs, le personnel est jeune, en majorité féminin et peu spécialisé. Pour faire face aux coups de la production, la C.I.T. embauche de plus en plus d'intérimaires et de personnes sous contrat.

A la C.I.T. Keller, la C.G.T. se divise en gestionnaires participationnistes et en révolutionnaires. Les « anciens », vieux lutteurs de la veille (P.C. pour la plupart) se contentent de gérer, tant bien que mal, le comité d'établissement. A l'embauche, le patron se vante de leurs réalisations : week-end de neige, colonies de vacances, fête des Catherine. Les « jeunes » issus pour la plupart du courant révolutionnaire de mai 68, essayent de relancer la section syndicale (5 % de syndiqués) en rompant avec le style traditionnel voisin de la collaboration de classes.

Cette situation ne va pas sans problèmes. L'Union locale C.G.T. veut à tout prix résorber cet abécès. Refus de tirer des tracts qui ne sont pas dans la ligne, refus de populariser les luttes dans les autres C.I.T., frein à tous les mouvements qui ne se limitent pas à la simple discussion avec le patron.

Rénovation du XV^e : les travailleurs hors de Paris

Dans le cadre de la rénovation du 15^e, la C.I.T. est décentralisée en grande banlieue : à Vélizy. Grâce aux

divers systèmes de dédommagement, le gouvernement offre à la C.I.T. une usine gratuite et moderne.

Mais c'est aux travailleurs de supporter les conséquences de ce déménagement. En effet *le temps de transport augmente, en moyenne de plus d'une heure par jour, les frais de transport doublent.* (Enquête faite par le comité d'usager du XV^e).

Seule la C.I.T., parmi toutes les usines de Vélizy, refuse d'organiser un service de ramassage gratuit du personnel.

La colère éclate une arme trop faible : le syndicat

La section syndicale qui voit s'approcher le départ de l'usine à Vélizy, organise la riposte : tracts, collage de papillons dans la boîte... Autour de l'usine, des affiches communes L.O.-P.S.U. reprennent les revendications.

8 avril. A l'appel de la section syndicale, 600 personnes se rassemblent dans la cour.

Les mots d'ordre :

- un service de cars gratuit pour Vélizy ;
- 40 heures tout de suite ;
- 150 francs pour tous.

De nombreux jeunes, syndiqués ou non, se distinguent parmi les plus déterminés. Tandis que le patron refuse de discuter avant la reprise du travail, des délégations se dirigent vers les autres C.I.T. du XV^e pour populariser la lutte.

Au début de l'après-midi, les travailleurs n'ont pas perdu leur combativité : les monteurs, qui avaient entamé la grève dès la veille, sont à la pointe du combat. *Devant le nouveau refus du patron de recevoir une délégation, les travailleurs envahissent spontanément le bureau du directeur, forçant le barrage des gardiens.*

C'est alors que s'engage le dialogue entre le patron, qui n'a pas eu le temps de s'asseoir et les cent ouvriers qui ont pu s'entasser dans le bureau :

- « Alors Lesajet, tu l'accordes ce service de car ? ».
- « Tu as une usine gratuite ! C'est peut-être trop te demander ? ».
- « De toute manière ! si tu tiens à passer la nuit ici ! ».

Un groupe de travailleurs de l'outilage, influencé par le P.C. n'est pas d'accord avec cette action, et mène un travail de sape : « seuls les délégués peuvent discuter valablement ».

Mais le soir, deux lignes de cars gratuits sont obtenues. Ce n'est pas suffisant, il faut continuer la lutte. Une minorité est pour occuper l'usine et séquestrer le patron ; mais la

Il apparaît ainsi que la direction nous a entraîné sur un terrain défensif et a profité de nos hésitations.

A partir du 10 mai les déménagements désorganisent le syndicat. La direction a désormais les mains libres : elle vient de licencier un nouveau délégué pour des motifs « professionnels »...

Leçons d'une grève

● La minorité combative.

— Elle a révélé une quarantaine de jeunes, dynamiques et combattifs, ne manquant pas d'imagination.

● Ne pas se contenter de promesses.

Nous avons, en général, fait preuve d'une certaine inexpérience face au patron et aux manœuvres des ouilleurs. Ceux-ci ont cherché à désamorcer le mouvement pour négocier en suite « à froid » et à notre insu, le compromis final que nous avons fini par signer.

● La démocratie de masse.

C'est seulement lors de la dernière assemblée générale que nous avons pu faire preuve d'une capacité de décision collective. Mais nous n'avons jamais été capable d'élaborer collectivement une stratégie concernant les formes d'action paisibles et les suites à donner à chaque mouvement.

Nos camarades de l'outilage ont refusé d'exprimer leur point de vue et ont préféré faire un travail de démolition individuelle.

Pour assurer correctement la démocratie, nous devrions élire des délégués représentant chaque atelier, chargés d'élaborer des propositions d'action, votées à main levée.

● La dissension entre P.C. et révolutionnaires.

Le P.C. fait jouer au syndicat le rôle d'intermédiaire entre le patron et les travailleurs. Le syndicat discute avec le patron à la place des travailleurs et, s'il a besoin de l'appui de ceux-ci, il décide de la forme d'action.

Pour les révolutionnaires, la loi bourgeoise n'est pas celle des travailleurs. Tout ce qu'elle accorde a été arraché par la force (droit syndical, droit du travail) et, bien souvent, il n'est possible de conserver l'acquis que grâce à un rapport de forces favorable (où sont les 40 heures acquises en 36 ?). Les discussions « à froid » comme celles qui ont eu lieu à propos des licenciements, ne peuvent mener qu'à des compromis où l'on acquiert d'un côté ce que l'on perd de l'autre.

Le syndicat n'est plus l'intermédiaire entre le patron et les travailleurs, il est leur arme et ils doivent s'en servir jusqu'au bout. □



Agressions : la liste s'allonge

Le 13 mars dernier, à Bonneville (Haute-Savoie), un travailleur algérien, Amar Saadi, âgé de 31 ans, a été sauvagement attaqué et frappé à la tête à coups de manivelle par trois garçons habitant la localité.

Saadi est mort après 11 jours de coma. Les agresseurs ont été arrêtés.

Au début du mois d'avril, près de Marseille, un autre ressortissant algérien, M. Djefalila est mort des suites d'une agression perpétrée par une bande de jeunes voyous.

Le samedi 1^{er} mai, route de Levens, près de Nice, deux Algériens qui circulaient à pied sont attaqués.

Le 3 mai, à Saint-André-de-Nice, alors qu'il regagnait son domicile, M. Rachid Koachba, âgé de 32 ans, a essuyé plusieurs coups de feu tirés par un individu qui s'était embusqué dans un fourré. M. Koachba, qui fort heureusement, n'a pas été atteint, a déposé une plainte auprès de la gendarmerie.

Le 22 avril, à Ivry, M. Hadj Bekar Ekala, surpris avec un pot de yaourt au dépôt de l'usine « Cooplait », est

poursuivi par un policier qui tire trois coups de feu, atteignant notre compatriote au ventre et dans les cuisses.

Alors qu'il était déjà à terre, grièvement blessé, le policier lui a sauvagement asséné un coup de pelle à la tête. Pourquoi ce crime ?

Le 1^{er} mai, le siège de l'agence Air Algérie à Toulouse a été attaqué au cours de la nuit par des inconnus qui ont brisé les vitrines.

48 heures après, dans la nuit du 2 au 3 mai, c'est le consulat d'Algérie à Aubervilliers qui est attaqué par six individus vêtus de veste de couleur kaki. Tout en proférant des menaces et des injures à l'égard du vice-consul et du gardien, les agresseurs ont lancé des pavés et des tessons de bouteilles sur la façade du vice-consulat.

Ainsi la liste des agressions et des attentats s'allonge de jour en jour et il n'est que temps de mettre un terme à ces actes, qui mettent en cause la sécurité de nos ressortissants. □

Extraits de « l'Algérien en Europe »

Attaque contre les libertés syndicales

Le chalet Saint-André est un centre médico-pédagogique et professionnel où on éduque des enfants déficients intellectuels. L'association Championnet, privée, dont le siège est à Paris, possède cet établissement ainsi que d'autres.

Depuis 17 mois se développe un conflit entre la direction et les sections syndicales : C.G.T. - C.F.D.T. - S.N.A.I.E.I. (autonome) unies au sein de l'Intersyndicale.

Les sections syndicales se créent. Objectif de la direction : les détruire. L'antisyndicalisme est constant. Et pour ce faire, la direction n'hésite pas à créer son syndicat-maison.

— Janvier 1970 : licenciement d'un militant syndicaliste C.F.D.T.

— Février 1970 : A la suite de l'action syndicale et de l'intervention de l'inspection du travail, la direction est contrainte de le réintégrer.

— Mars 1970 : Elections au comité d'entreprise et des délégués du personnel, annulées par le tribunal d'instance de Sallanches qui, dans ses attendus, déclare que « le comportement du sieur Aurand Guy, directeur du C.M.P.P. Chalet Saint-André, a faussé les résultats du scrutin ».

— Juin 1970 : des avertissements, blâmes, mises à pied, pleuvant sur les seuls membres de l'intersyndicale, une commission de conciliation est réunie à la direction départementale de la main-d'œuvre. La direction de

Saint-André est contrainte d'annuler purement et simplement ces sanctions.

— Deux nouveaux licenciements frappent un militant C.G.T. à la veille des vacances, un militant C.F.D.T. à la rentrée 1970.

Deux enquêteurs de la commission paritaire régionale (un représentant des employeurs, un représentant des employés) concluent que « les incidents et surtout les deux licenciements évoqués devant la commission sont la conséquence directe de la légèreté et de la partialité avec laquelle M. Aurand dirige son établissement ».

L'inspection du travail dresse procès-verbal contre la direction pour atteinte aux libertés syndicales. Elle demande aussi la réintégration des deux licenciés.

La direction ne désarme pas : depuis janvier 1971 encore deux licenciements, un militant C.G.T. et un C.F.D.T.

L'action judiciaire se poursuit : Prud'hommes, traduction du directeur devant le tribunal de police.

Pour apporter un soutien actif à nos camarades un comité de défense des libertés syndicales s'est créé.

Ce n'est pas qu'à Megève que les libertés syndicales sont bafouées. C'est une action concertée.

Aussi nous devons prendre en charge ce combat, tous les travailleurs sont concernés.

Aujourd'hui Megève, demain... ?

luttes ouvrières

Vienne

La caisse de Mutualité agricole en grève

Réunis le 28 avril en intersyndicale, les sections C.F.D.T. (majoritaire) - C.G.T. de la caisse de mutualité sociale agricole du département de la Vienne, ont décidé d'effectuer une heure de grève par jour, à compter du 4 mai, illimitée, tournante.

Les sections syndicales C.G.C. - F.O. n'ont pas cru devoir s'associer à ce mouvement, ces deux syndicats voulaient uniquement soutenir leurs fédérations le 30 avril par une heure de grève, mais ne désiraient pas mener une action concertée d'une telle envergure avec nous... Vous pensez !

Lundi 3 mai : Le président du conseil d'administration et le directeur de la caisse de mutualité sociale agricole de la Vienne nous reçoivent (C.F.D.T. et C.G.T.). Auparavant, F.O. et C.G.C. avaient été reçus « à leur façon »... Il est clair que le but

de ces deux centrales était de briser notre mouvement.

Le but de cette réunion : nous prévenir qu'une grève actuellement est mal venue (sic !), les élections aux conseils d'administration des caisses départementales de M.S.A. ayant lieu le 16 mai 1971.

De plus, cette réunion est un échec pour le président, lequel essaie de nous faire chanter, en invoquant des prétextes futiles tels que : « Vous avez fait paraître des articles de presse tendancieux, faux quant à leur contenu, etc. ».

De plus affirme-t-il, nous ne négocierons pas sous la pression d'une grève.

La veille une réunion de la F.N.S.E.A. présidée par de Cafarelli. Le président nous fait savoir, qu'il a empêché des agriculteurs de venir nous déloger, car ces derniers ne

comprissent pas nos luttes et ne voient pas pourquoi nous faisons grève.

De son propre gré, parce qu'il est président, il a empêché les affrontements... c'est ce qu'il dit... !

On voit mal pourquoi des agriculteurs viendraient nous déloger, car si la caisse de M.S.A. de la Vienne sert des prestations agricoles avec deux ou trois mois de retard, ce n'est pas la faute des syndicats, mais la faute de la direction qui ne sait pas organiser sa caisse !

Mardi 4 mai : La grève est effective. Elle est suivie par 85 à 90 % du personnel d'exécution. Tous les jours un meeting d'information est effectué pendant l'heure de grève. Slogans, pancartes, tract, article de presse, communiqué et photo à la presse radio-télévisée.

Mercredi 5 mai : On continue... on

gueule : nous voulons négocier, bla, bla, bla terminé... Non, non rien a changé, tout, tout a continué. (Ce, parce qu'une nouvelle direction est en place depuis un an).

Jeudi 13 mai : Réunis dans la cour de la caisse de mutualité sociale agricole de la Vienne, les grévistes C.F.D.T. et C.G.T. décident de suspendre leur mouvement de grève entamé le 4 mai, et de provoquer des négociations locales portant notamment sur :

- Convention collective nationale ;
- Rattrapage des salaires, journée continue avec aménagement d'horaires ;
- Problèmes locaux internes, etc.

Aucune manifestation de la part des patrons le 16 mai...

Ils sont coriaces... Nous aussi, on tiendra jusqu'au bout...

Affaire à suivre...



Marins en colère

Jacques Ferlus

Le 6 mai dernier, les officiers de la marine marchande se sont mis en grève pour 24 heures. Ce mouvement, largement suivi, ne constitue, en fait, qu'un préalable à des actions plus dures qui ne manqueront pas d'avoir lieu dans les prochaines semaines ou les prochains mois.

Le but de cette journée était de permettre aux officiers navigants de se retrouver en assemblée pour discuter de leurs problèmes et élaborer leurs revendications. Sur ce point, la réussite est totale.

Ce mouvement se manifeste dans une période où les affaires vont bien pour la marine marchande qui, comme les autres entreprises, profite de l'expansion générale de l'économie. Les armateurs peuvent payer.

Les effectifs ont diminué sur la plupart des navires et, pour faire barrage à la revendication des travailleurs, on a notamment amélioré les conditions de travail et les salaires des matelots et ouvriers mécaniciens.

Dans le même temps, la charge de travail des officiers augmentait sans que ceux-ci obtiennent des compensations matérielles. De plus, rien n'était réglé quant à une diminution de l'écart entre les salaires réels et ceux pris en considération pour le calcul des retraites.

Compte tenu de cette détérioration de la situation, la journée des officiers ne pouvait être qu'un succès. Les revendications sont nettes : rapprochement entre les salaires réels et les salaires contractuels ; augmentation de 8 % plus une augmentation uniforme de 400 F ; salaire minimum pour un officier égal à 2.400 F ; augmentation de la durée des congés et des périodes de repos.

Bien que justifiée, l'action revendicative des officiers n'en présente pas moins quelques points négatifs importants. Et les responsables syndicaux de la C.G.T. n'ont rien fait pour les éliminer, au contraire. Ces revendications sont avant tout caté-

gorielles et ont pour but d'accentuer l'écart entre les officiers et l'équipage. Aucune tentative n'est faite pour unifier la lutte de tous les travailleurs de la marine marchande sur des objectifs communs. Et la C.G.T. prend bien soin que n'apparaisse dans ce conflit la moindre contestation du pouvoir patronal.

Pourtant, les syndicats ne détiennent plus l'initiative totale des actions. Il leur sera difficile de revenir sur la pratique des assemblées générales. Le 6 mai, les officiers sont tombés d'accord pour se mettre en grève dans n'importe quel port du monde. Jusque-là, les syndicats freinaient ce genre d'initiative.

Mais la question essentielle reste posée : les officiers peuvent-ils, par leur seule action, faire évoluer la situation dans la marine marchande ? Ils n'en sont pas encore à se poser cette question.

Sur le front des luttes

Banques.

La situation se dégrade de jour en jour dans les banques. Ces derniers jours des manifestations importantes ont eu lieu au Crédit Lyonnais (3.500 participants). Des débrayages ont lieu à la B.N.P. Les revendications portent surtout sur les conditions de travail.

« Nord-Eclair », « Nord-Matin ».

Deux quotidiens du Nord n'ont pas paru pendant trois jours, du 11 au 13 mai : « Nord-Eclair » et « Nord-Matin ». Les ouvriers et employés ont fait grève et ont occupé les locaux. Les patrons de ces deux entreprises, qui se sont rapprochés par des accords techniques et publicitaires, voulaient bloquer les revalorisations de salaires. Ils ont dû payer les 2 % d'augmentation à compter du 1^{er} avril, augmentation prévue par un accord signé l'an dernier.



Roubaix.

Chez Pennel et Flipo à Roubaix (plastiques), une partie du personnel s'est mise en grève le 13 mai. Outre l'abaissement de l'âge de la retraite à 63 ans et une augmentation de 7 %, les grévistes réclament une prime déhiérarchisée : 0,25 F de l'heure pour les plus bas salaires, 0 F pour les plus hauts salaires. Cette grève est menée par la section C.G.T. La C.F.D.T. refuse de s'y associer.

Yonne.

Depuis le 10 mai dernier, les travailleurs de Ceraliment-Heudebert (biscottes et biscuits) sont en grève et occupent les locaux de l'entreprise. Ils demandent des augmentations de salaires uniformes et une amélioration des conditions de travail : aération des locaux, cadences moins rapides.



Les monnaies fragiles

Jacques Malterre

La crise monétaire internationale a éclaté comme l'orage au mois d'août quand depuis des semaines on guette les premiers éclairs dans un ciel rempli de nuages sombres. Un beau matin est tombée la dépêche : la Banque d'Allemagne n'achète plus les dollars ; avec cette sèche information se clôt une période de notre histoire économique ouverte par la conférence de Bretton Woods en 1946.

Les dévots du capitalisme peuvent essayer de se rassurer en faisant valoir que ce n'est pas la première fois que le mark change de valeur ; chacun est bien conscient qu'il s'agit d'autre chose : la première crise majeure de l'après deuxième guerre mondiale. Le plus étonnant est sans doute qu'il ait fallu attendre 1971 pour qu'elle éclate ; ce qui est certain, c'est que rien ne sera plus désormais comme avant.

Ch. Leucate a très bien montré ici même, la semaine dernière, que cette crise est la conséquence des contradictions fondamentales du système capitaliste, j'essaierai dans cet article de faire comprendre la mécanique de la crise elle-même et de prévoir quelles peuvent en être les conséquences.

Les causes de la crise

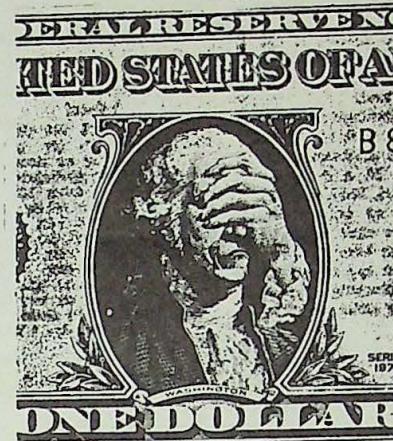
Depuis que les hommes de différentes nations commercent entre eux, leur plus grand souci est de savoir comment ils seront payés pour ce qu'ils ont vendu à l'étranger et comment ils pourront payer ce qu'ils ont acheté à l'étranger. Depuis 1946, le système était simple. Tout détenteur d'une somme d'argent étranger (une créance sur un acheteur étranger) pouvait l'échanger en monnaie nationale selon un cours fixe, par exemple 100 dollars = 500 francs. Cela était bien pratique. Lorsque beaucoup de gens voulaient vendre des dollars, la Banque de France les achetait en quantité illimitée à un prix fixe. Donc pas d'inquiétude.

Le seul ennui, c'est que depuis des années, il y a plus de gens en Europe qui ont des dollars à vendre que de gens qui veulent en acheter. Fidèles à la parole donnée, les banques nationales achètent consciencieusement cet excédent et le mettent en réserve dans leurs caisses. Pourquoi cet excédent ? la réponse est simple, les Américains font beaucoup de dépenses à l'étranger (dépenses militaires, investissements industriels, etc.), et ils n'en gagnent pas assez.

Ce déséquilibre est resté longtemps supportable, mais depuis un an à 18 mois, il a pris une ampleur plus grave. Il faut bien en comprendre la raison sinon on risque de ne pas voir le fond du problème.

En réalité, c'est une affaire de vases communicants. Si vous établissez une jonction entre deux vases inégalement pleins, le liquide du vase le plus plein passe dans le vase le moins plein. C'est exactement ce qui s'est passé pour le dollar et le mark.

1970 : les deux vases, ce sont les économies américaine et allemande (le vase allemand communique aussi avec les petits vases hollandais et suisse). Aux U.S.A., c'est la récession, les affaires marchent mal, la production



stagne, des usines ferment, le chômage augmente, les profits baissent : les capitalistes cherchent à tirer parti de leur argent, mais peu d'industriels veulent le faire fructifier ; s'ils l'empruntent, c'est à un prix très bas : le coût de l'argent tombe à 5 et même 4 %. Pauvres capitalistes !

En Allemagne, la situation est inverse. Les affaires marchent très bien, les usines tournent à plein, les industriels cherchent des capitaux pour augmenter leur activité ; de l'argent, il y en a peu et la Banque d'émission ne veut pas en donner beaucoup parce qu'elle est préoccupée par la hausse des prix (l'inflation) et elle veut réduire le pouvoir d'achat, donc diminuer l'émission de monnaie ; en conséquence, le prix de l'argent (le taux d'intérêt) est très élevé (9 % en 1970).

La situation est donc parfaitement claire. Aux U.S.A., il y a de l'argent disponible en masse, mais qui ne trouve à se placer qu'à une rémunération faible ; en Allemagne, l'argent est raréfié et les taux d'intérêt sont élevés. Etablissez une communication entre les deux. Que se passera-t-il ? L'argent fuita les U.S.A. pour venir en masse profiter de la situation allemande. C'est ce qui s'est passé. Pendant toute l'année 1970 et au début de 1971, des milliards de dollars ont fui leur patrie pour profiter de l'aubaine allemande.

En pratique les choses se passent ainsi : un industriel allemand trouve des marks à 8 % et des dollars à 6 %. Il emprunte des dollars, il les vend contre des marks à la banque centrale et accroît ainsi son fond de roulement et ses investissements. La banque centrale d'Allemagne qui répugne à produire directement beaucoup de marks, est obligée d'en lancer dans la circulation en échange des dollars : elle y est tenue par les accords internationaux et par les lois du libéralisme. Car la France placée dans la même situation refuse, elle, d'importer des dollars en maintenant le contrôle des changes. Ainsi progressivement, la banque allemande se trouve à la tête de milliards de dollars dont elle ne sait que faire. Elle ne peut exiger des Américains qu'ils les échangent contre de l'or : tout le stock d'or des U.S.A. n'y suffirait pas ; elle prend alors une décision à la fois logique et absurde : elle prête elle-même ces dollars à ceux qui en ont besoin ; elle alimente ainsi l'inflation intérieure dans son propre pays.

Qui est responsable de cette situation ? Les critiques de gauche accusent les U.S.A. parce qu'ils lancent des dollars dans la circulation mondiale sans jamais les rembourser ; les meilleurs gaullistes critiquent les Allemands qui ont accepté passivement cette situation. Nous pouvons donner raison aux deux : en ce domaine, pour faire des bêtises, il faut bien être deux. Je crois même que la responsabilité allemande est encore plus nette. Nixon, depuis un an, veut à tout prix relancer l'expansion et réduire le chômage pour gagner sa réélection. Il aimerait que la monnaie créée reste aux U.S.A. pour y favoriser la reprise même s'il n'est pas mécontent de pouvoir payer en dollars ses dettes extérieures et de favoriser la demande internationale de produits américains.

Le gouvernement allemand, lui, n'a guère d'excuses et sa politique est totalement incohérente. Il freine le crédit intérieur pour lutter contre l'inflation, mais pris au piège de son idéologie libérale, il ne fait rien pour arrêter l'arrivée des capitaux américains, qu'attire justement cette politique de prix élevé de l'argent.

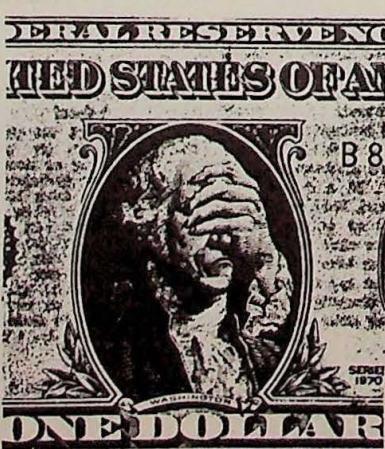
Le déclenchement de la crise

Si les Allemands n'ont pas réagi plus fortement, c'est sans doute parce qu'ils espéraient franchir sans trop de dommages une période difficile au bout de laquelle ils croyaient apercevoir la solution. La solution, c'était la reprise américaine tant annoncée et tant attendue. Comme bien d'autres, les experts d'Outre-Rhin pensaient que lorsque les affaires repartiraient sérieusement en Amérique, les besoins d'argent se feraient à nouveau sentir et qu'il y aurait un appel de fonds : les dollars errants rebrancheraient une fois de plus l'Atlantique, appellés par le relèvement des taux d'intérêt aux U.S.A.

Les choses auraient pu se passer comme cela, c'est vrai. Mais voilà, elles se sont passées autrement. La crise est devenue inéluctable le jour où 20 gros capitalistes (on sait qui c'est) se sont dit : les autorités allemandes vont être obligées de réévaluer comme en 1969, il faut se mettre en situation d'en profiter, il faut acheter du mark. Ils en ont acheté effectivement beaucoup, imités par tous les spéculateurs en puissance. Au dernier moment, en 3/4 d'heure la Banque centrale d'Allemagne de l'Ouest a dû acheter 1 milliard de dollars ; elle a pris peur, elle a baissé les bras et suspendu ses achats de dollars.

Le mark flotte

Après réunion des ministres des Finances de la C.E.E., le gouvernement allemand a pris la décision historique de laisser libre le cours du mark : celui-ci peut changer tous les jours en fonction des offres et des demandes. En fait, il a augmenté de 4 à 5 %. Cela équivaut à une réévaluation, mais la liberté d'action des Allemands reste plus grande. La France, elle, a refusé de changer la valeur en dollars de sa monnaie, mais il faut bien voir que ce n'est vrai que par rapport au dollar





L'Europe malade de ses monnaies.

et aux autres monnaies qui n'ont pas bougé : par rapport aux monnaies de l'Allemagne, de la Suisse, de l'Autriche, des Pays-Bas, le franc français est dévalué.

La raison de la décision allemande paraît assez claire. A la base, il y a la frayeur du gouvernement de Bonn devant la hausse des prix. Dans certains cercles, on estime que cette hausse pourrait atteindre 6,5 % en 1971, un record !

Contrairement à certaines apparences et à toutes les informations données par une presse stupide, l'économie allemande est actuellement très fragile. Les hausses de salaires ont été plus rapides que dans la plupart des autres pays ; compte tenu de la réévaluation de 1969, le coût du travail par unité produite a augmenté 3 fois plus vite en Allemagne qu'en France, depuis trois ans. Le monde capitaliste allemand s'inquiète, il est évident qu'actuellement les produits français peuvent être meilleur marché que les produits allemands, d'où la

décision de MM. Brandt et Schiller : en augmentant la valeur du mark ils veulent casser la hausse des prix et juguler l'inflation (les prix vont baisser à l'exportation) ; le patronat allemand, lui, craint d'y perdre ses profits dans l'immédiat.

Le Marché commun suspendu

La décision allemande sauvera peut-être le dollar en lui donnant un sursis ; pour le moment, elle équivaut à suspendre le Marché commun. A la base de celui-ci, il y avait en effet la suppression des droits de douane et l'unification des marchés face aux pays non membres. Or augmenter la valeur du mark de 5 % revient exactement au même que de rétablir un droit de douane de 5 % à l'entrée en Allemagne. Désormais, l'importateur français peut avoir intérêt à acheter en Grande-Bretagne ou en Suède ce qu'il achetait auparavant en Allemagne ou en Hollande si l'écart des prix entre ces deux groupes de pays ne dépassait pas avant 5 %, droits de douane compris.

Survenant quelques semaines après la signature de l'accord monétaire européen, la rupture du front monétaire européen montre la vanité des tentatives d'organisation économique de la Communauté dès lors que chacun entend garder sa liberté de manœuvre pour agir au mieux de ses intérêts en fonction de sa propre situation nationale.

Mais dès lors, apparaissent également bien déplacées un certain nombre des objections faites — par la France surtout — à l'encontre de l'adhésion de la Grande-Bretagne. On

ne voit plus bien ce que l'on pourrait reprocher à ce pays qui ne vaudrait pas aussi contre certains de nos partenaires.

L'Angleterre serait-elle trop sensible aux pressions américaines ? L'Allemagne vient de montrer qu'elle ne voulait prendre aucune mesure qui puisse faire de la peine aux dirigeants de Washington comme par exemple de refuser leurs dollars, ou de rétablir un certain contrôle des mouvements de capitaux. La monnaie anglaise serait-elle faible ? Mais plus personne ne sait quelle monnaie est forte et quelle monnaie est faible, puisque la tempête peut tour à tour emporter toute monnaie quelle qu'elle soit.

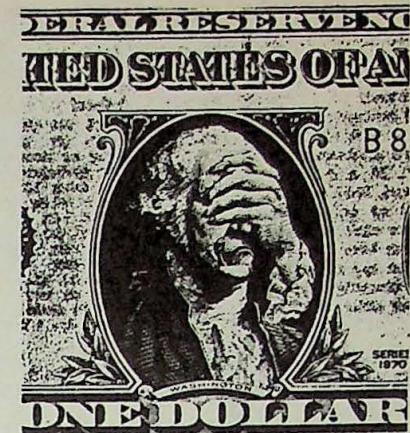
Tout ceci explique le soudain revirement qui s'est produit. Le gouvernement Pompidou semble même prêt aujourd'hui à rechercher les bonnes grâces de M. Heath et de ses amis conservateurs pour faire la leçon aux Allemands.

Les conséquences possibles

Crise monétaire n'est pas crise économique. La crise actuelle se joue encore au niveau des banques et des trésoreries. Mais ses conséquences peuvent se développer sur le terrain proprement économique et donc aussi social et politique.

L'édifice du capitalisme financier international est fragile. Des prêts importants ont été financés avec des dépôts qui peuvent changer de bord. Des ruptures de remboursements peuvent survenir, mettant à leur tour en péril d'autres banques. Là n'est pas le plus grave.

Le plus grave serait qu'une fois encore, mais alors dans des propor-



tions beaucoup plus importantes, les dirigeants capitalistes, gouvernements et grands patrons, réagissent à la crise en cassant l'expansion.

Déjà, les gens de Bonn prennent des mesures restrictives sévères. M. Giscard d'Estaing craint une récession allemande et aussitôt il réduit la vapeur, il en a l'habitude. Les dirigeants des grandes firmes internationales peuvent décider, sur la base de prévisions plus pessimistes, de réduire leurs programmes d'investissements ; aux U.S.A. mêmes les lobbies vont repartir à l'attaque contre les importations.

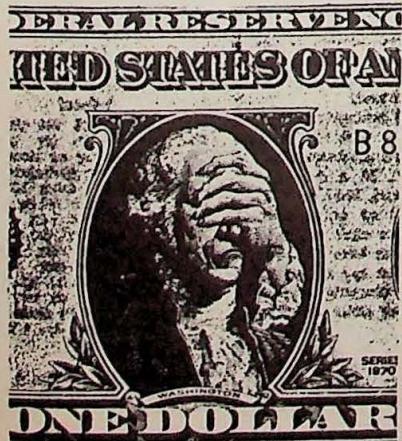
Si chaque pays prenait à la fois des mesures de stabilisation interne et de restriction des échanges, ce sont les mécanismes sur lesquels est fondée la croissance capitaliste qui seraient atteints. Nous entrerions alors dans une période comparable à celle de la grande crise de 1929.

Avant même d'en arriver là, on peut redouter en France une accélération de la hausse des prix et une restriction du budget et du crédit. Giscard voit déjà dans la crise l'occasion de torpiller le démarrage d'un VI^e Plan qu'il n'a jamais accepté. Il aimerait bien profiter des diverses réévaluations pour relancer les exportations françaises et renforcer aussi le franc français. Pour cela évidemment, il ne faudrait pas céder en quoi que ce soit aux revendications salariales. En Allemagne aussi, le gouvernement va vouloir cesser la hausse des salaires. On peut donc s'attendre un peu partout à une recrudescence des luttes sociales.

Bataille triangulaire

On peut schématiser les causes de la crise actuelle en constatant qu'il y a de plus en plus conflit entre les besoins des firmes internationales (entreprises et banques) et les intérêts des Etats nationaux représentatifs d'autres intérêts. Les premiers appellent la mise en place d'instruments universels (monnaie, crédit, brevets, droit, etc.), les seconds supposent des politiques nationales autonomes.

Partout, le capitalisme monopoliste d'Etat est sur la défensive ; il est peut-être déjà à un stade dépassé par la logique du développement des forces productives. Mais pour se défendre, les forces nationalistes doivent à la fois s'appuyer sur des forces sociales importantes, y compris des forces salariales qu'inquiète l'abandon des protections nationales, et en même temps combattre les mêmes forces lorsqu'elles mettent en péril, par leurs revendications, l'équilibre voulu par les bourgeoisies nationales. Aujourd'hui, les forces du travail ont le choix entre l'utilisation des capitalismes monopolistes d'Etat pour parvenir à des démocraties avancées et nationalistes, et l'affrontement direct avec le capitalisme internationalisé pour accéder à un socialisme internationaliste. □



Égypte Une évolution logique

H. Rosengart

L'arrestation de hauts responsables égyptiens, accusés de « complot », constitue-t-elle vraiment un tournant politique brutal en R.A.U. — au même titre, par exemple, que le coup d'Etat en Syrie voici quelques mois ? Ne faut-il pas, plutôt la replacer dans une évolution qui a commencé, du vivant de Nasser, par l'acceptation de la résolution du 22 novembre et du plan Rogers, qui s'est poursuivie par le coup porté à la révolution palestinienne en septembre et qui aboutit aujourd'hui à un rapprochement avec les U.S.A., pour se conclure demain par la reconnaissance de jure d'Israël ?

Une telle perspective donne au voyage de William Rogers sa pleine signification. Lorsque le chef de la diplomatie américaine a mis les pieds au Caire, il ne partait pas à l'aventure. De toute évidence, des contacts avaient été pris préalablement entre les U.S.A. et la R.A.U.

On peut même avancer que ces conversations portaient notamment sur l'une des raisons majeures du voyage du diplomate U.S. : la réouverture du canal de Suez, comme première étape vers un « règlement général ». Le limogeage d'Ali Sabri, juste avant l'arrivée de Rogers, prouvait à ce dernier que les efforts de la diplomatie secrète U.S. avaient porté leurs fruits et qu'il pouvait débarquer d'un cœur léger...

Autrement dit, sa venue au Caire n'a pas été la cause de la crise, mais l'occasion de son éclatement : elle a joué un rôle non pas moteur, mais catalyseur.

La voie de Nasser

Les U.S.A. ont donc manifestement marqué un point aux dépens de l'U.R.S.S., dont les amis officiels se voient écartés du pouvoir. Il ne faudrait pas trop se hâter, toutefois, d'en conclure que la R.A.U. est en voie de passer dans le « camp occidental ». Ceci pour plusieurs raisons. D'une part, la R.A.U. n'a jamais vraiment rompu avec ce « camp ». D'autre part, le coup de barre à droite du président égyptien vise peut-être moins les « pro-soviétiques » que l'extrême-gauche de l'Union Socialiste Arabe et de l'armée égyptienne, c'est-à-dire les partisans d'un soutien à la révolution palestinienne et d'un refus de toute reconnaissance d'Israël. Fait significatif : ni la Libye, ni le Soudan, ni la Syrie ne se sont

trompés sur le sens à donner à cette crise ; leur soutien spontané au président Sadate est d'abord un soutien à la politique nassérienne (plan Rogers et liquidation de la révolution palestinienne) actuellement concrétisée par le projet de Fédération arabe (qui fut vigoureusement attaqué par Ali Sabri et ses compagnons, tout en étant approuvé... par l'U.R.S.S. !). Car Sadate a été fidèle à la politique de son prédécesseur (l'idée d'« élections libres à 100 % » pour renouveler l'Union Socialiste Arabe de la base au sommet a été émise par Nasser lui-même dans son « programme du 30 mars 1968 »). Non seulement il a été fidèle à sa ligne politique, mais aussi à son type de tactique politique : rappelons que le « pro-soviétisme » de Nasser savait adroitement se concilier, suivant les circonstances, avec le « pro-américanisme »...

C'est précisément cette ambiguïté traditionnelle de la politique nassérienne qui conduit Américains et Russes à manifester une grande prudence : la satisfaction des premiers et le mécontentement des seconds restent « tempérés ». D'autant plus tempérés que leurs efforts, à tous deux, vont dans le même sens en ce qui concerne la conclusion d'une « paix » entre Israël et l'Egypte, condition indispensable à l'étoffement provisoire des forces révolutionnaires de la région.

Aussi bien, pour les capitales arabes dites « progressistes », la lutte d'influence économique et politique que se livrent les U.S.A. et l'U.R.S.S. est moins importante que leur accord fondamental sur le maintien de la « paix » au Moyen-Orient, c'est-à-dire sur le maintien au pouvoir des classes sociales actuellement à la tête des Etats arabes. Les réactions sympathiques de ces capitales à la venue de William Rogers montrent bien que leur conflit avec une partie des occidentaux (c'est-à-dire avec une fraction de l'impérialisme mondial et non pas, comme on le croit trop souvent, avec le système impérialiste mondial) ne traduit nullement malgré certaines apparences, une quelconque volonté de libération des peuples de la région, mais reflète très fidèlement les intérêts de classe des diverses « bourgeoisies nationales ». Bien entendu, conformément à la tradition, la bourgeoisie cherche à camoufler ses intérêts particuliers sous le manteau de l'« indépendance nationale »...

Islam et « unité arabe »

Notons aussi les récents propos du président Sadate et du colonel Kadhafi sur l'importance essentielle de l'Islam dans leurs Etats respectifs. Islam et « unité arabe » : tels sont leurs deux grands thèmes de propagande. On voit que le pan-arabisme d'aujourd'hui ressemble beaucoup au pan-islamisme d'hier ; la bourgeoisie arabe a su adroitement utiliser à son profit la vieille





Opération complot : un scénario connu

Une répression accrue contre les militants révolutionnaires sévit au Maroc depuis des mois. Les camarades de la section U.N.F.P. (Union Nationale des Forces Populaires) de Brest nous adressent le communiqué suivant.

T.S.

Après des mois de tortures atroces dans les villas de la police, après la deuxième instruction judiciaire qui, dans une période de deux mois, a établi les procès verbaux de deux-cents militants détenus et privés de toutes les garanties indispensables, après la décision du renvoi du procès de la chambre d'accusation à la Cour d'Appel de Marrakech, l'instruction est terminée.

Le procès qui devait s'ouvrir le 28 février a été retardé par le roi Hassan II à cause du projet de sommet arabe qu'il avait lancé au mois de mars. La date en est maintenant fixée au 17 mai 1971. L'accusation : « Complot contre la sûreté intérieure de l'Etat » a été élargie pour englober tous les militants de la résistance obligés à l'exil : **Basri, Yousfi, Jebli, Benhamou**, etc., dont certains furent déjà inculpés pour « complot » en 1963.

En fait le véritable complot c'est celui de la police marocaine qui vise à une liquidation totale du mouvement révolutionnaire marocain.

Ce complot fait partie, comme ceux qui l'ont précédé, de la même ligne de conduite, de la même opération sanguinaire qui a commencé dans les rues de Casablanca en 1956 contre la résistance. Le conflit reste le même entre les mêmes parties : la libération au bénéfice des masses populaires ou le maintien des structures néo-coloniales de l'économie et de la société marocaine.

Le procès qui s'ouvre le 17 mai à Marrakech n'est pas seulement le procès de deux cents militants

qui ont sacrifié leur vie pour la cause de la libération et de la justice. Il est aussi celui de toute conscience progressiste, de toutes les aspirations légitimes du peuple marocain, de sa volonté de soutien armé à la résistance palestinienne. Est-ce là l'atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat ? Est-ce une collaboration avec un pays ennemi du Maroc ?

C'est une fois de plus le procès de la détermination des masses populaires à la libération et au socialisme.

Notre solidarité avec les militants détenus est à la hauteur de notre attachement à la libération et à la justice, à la lutte pour l'abolition de l'exploitation de classe, au processus révolutionnaire et au renforcement du mouvement révolutionnaire qu'animaient nos camarades (1).

Quelles que soient les condamnations prononcées contre eux, celles du peuple contre un régime de tyrannie deviendront toujours plus fortes.

Un meeting de solidarité et de soutien a lieu le mercredi 19 mai (Fac de Lettres) à Brest.

(1) Répartition sociale des détenus.

— Ouvriers 80,
— Paysans 42,
— Instituteurs et professeurs 13,
— Étudiants 7,
— Fonctionnaires titulaires 8,
— Commerçants 24,
— Avocats 6.

Suivant les régions :

— Marrakech : 45
— Casablanca : 88
— El Jadida : 7
— Oujda : 18
— Diverses régions : 25.

Librairie « TRIBUNE SOCIALISTE »

54, boulevard Garibaldi, Paris 15^e

Ouvert tous les jours de 9 h à 19 h ; samedi de 9 h à 13 h

VOUS PROPOSE

Liste N° 8

— Fascisme et dictature, N. POULANTZAS	23,70 F
— Histoire de la révolution culturelle prolétarienne en Chine, J. DAUBIER	18,10 F
— Contrôle ouvrier, conseils ouvriers, autogestion, E. MANDEL	18,10 F
— Marx et Engels, D. RIAZANOV	15,00 F
— La Commune, le conseil municipal et les citoyens, R. BEAUNEZ et M. DEJOUR	9,00 F
— La bolchevisation du P.C.F., 1923-1928, JEDERMAN	8,70 F
— L'économie mondiale et l'impérialisme, N. BOUKHARINE	15,00 F
Prix réel :	107,60 F

Notre proposition : 100 francs franco

Bon de commande à adresser à : TRIBUNE SOCIALISTE
54, boulevard Garibaldi, Paris (15^e)
C.C.P. 58.26.65 - Paris
Paiement à la commande

« P.S.U. DOCUMENTATION »

Vient de paraître

N° 18-19	La hiérarchie des salaires. Le numéro double	2 F
N° 20-21	Le capitalisme contemporain. Le numéro double	2 F

Numéros disponibles :

N° 8-9	- Histoire du P.S.U.
N° 13	- Les petits commerçants et la crise du commerce.
N° 16	- Les travailleurs immigrés.
N° 17	- Les fondements de l'exploitation capitaliste.

Le numéro simple	1 F
Le numéro double	2 F

Abonnement : les 20 numéros 15 F

à « TRIBUNE SOCIALISTE »
54, boulevard Garibaldi, Paris XV^e

Paiement à la commande

Par chèque bancaire ou postal C.C.P. T.S. 58.26.65 Paris.

Les assassins de la liberté d'expression

Alain Moutot

Les graines de contestation et de renouveau semées à tous les vents de mai 68 n'ont pas beaucoup affecté le contenu et la programmation des émissions de l'O.R.T.F. Au morne ronronnement et au conformisme culturel, seul peut-être l'émission « Post-Scriptum » tentait de faire exception. L'animateur Michel Polac, essayait tous les mardis de faire sortir la littérature de cette espèce de camisole dans laquelle une bourgeoisie, sourcilleuse de son hégémonie culturelle, l'y maintient de force. Certes, on peut ricaner sur l'impact d'une émission programmée très tard dans la soirée, son caractère de céanale élistique, ses échappées folkloriques. Il n'en demeure pas moins qu'à travers des débats passionnés, il y avait là une manière, un style pour le monde des livres de s'intéresser au monde tout court.

Quelques clés étaient même données aux téléspectateurs pour déverrouiller certains domaines complexes de la pensée. Ainsi « le printemps français » a fait lever la pâte dont cette émission était faite : les discussions libres entre les invités, les sujets variés et intéressants, l'enregistrement en direct lui donnaient le cachet de la spontanéité et de l'authenticité.

Déjà les porte-parole agités d'une majorité silencieuse, décidément bien commode, avaient crié à plusieurs reprises au scandale et à l'anarchie. Mais l'affaire débute véritablement à la suite d'une récente émission où le film de Louis Malle, *Le Souffle au cœur* sert de prétexte à l'étude du problème de l'inceste dans la littérature. L'atteinte au tabou déclenche le mécanisme de l'étouffoir culturel. Le conseil

d'administration de l'Office est saisi. Devant ce tribunal, la sentence ne se fait pas attendre. « Post-Scriptum » ne sera maintenu à l'affiche qu'une seule fois par mois. A la demande de M. de Bresson, le conseil d'administration est saisi à deux reprises et la majorité de l'assemblée confirme une condamnation qui aboutit en fait à priver les collaborateurs de cette émission de l'essentiel de leur revenu. Il y a là une application assez innatendue de la mensualisation ! En vérité cette mise à l'index du petit écran révèle que l'utilisation de ces moyens de communication de la pensée par la bourgeoisie ne vise qu'à propager la défense de ses propres valeurs. C'est ce qu'il faut comprendre quand le conseil d'administration se déclare « le garant de la moralité des programmes » et le défenseur de la « sensibilité et des convictions du public ».

Malgré le soutien unanime de la critique et les protestations des syndicats de l'Union nationale des journalistes (U.N.S.N.J.) et des réalisateurs de télévision (C.F.D.T.) qui se sont plaints de cette nouvelle atteinte portée à la liberté d'expression et aux respects des téléspectateurs, la décision a été maintenue et contraint M. Polac à se soumettre ou à se démettre. Nous ne sommes pas loin du système de liberté décrit par Beaumarchais et qui, pourvu qu'on ne parle ni de l'autorité, ni du culte, ni de la politique, ni de la morale, ni des gens en place, permet de tout dire sous l'inspection de deux ou trois censeurs. Quant à M. Polac dépit il déclare que « l'O.R.T.F. est devenu invivable ». Faut-il être victime de l'ordre moral pour se rendre compte qu'il existe. □



Les policiers témoignent, les juges matraquent

Jean Verger

Une nouvelle étape dans l'escalade répressive est franchie depuis peu.

Cette escalade est caractérisée d'une part par un certain nombre de condamnations qui frappent très lourdement jeunes étudiants et travailleurs et qui se caractérise d'autre part, au niveau ministériel, par une récente circulaire de René Plevén demandant au parquet de procéder à des requisitoires beaucoup plus lourds et proposant une procédure plus expéditive. Ces condamnations plus lourdes que nous constatons ont précédé de quelques semaines, la publication de cette circulaire Plevén et il semble bien que des instructions discrètes ont été données aux procureurs et aux magistrats pour servir d'exemple et rassurer nos bons amis les C.D.R.

Il est piquant de constater, qu'avec un décalage de trois mois, les paroles prophétiques de Tomasini au moment de l'affaire Guiot semblent se vérifier... à rebours.

Citons les faits :

Le 23 avril dans l'affaire du Sacré-Cœur, douze travailleurs et étudiants sont condamnés à six mois de prison ferme (en vertu de la loi anti-casseurs) alors que de l'avis de tous les témoins « les violences » ont été consécutives à l'intervention brutale de la police et qu'un certain nombre de personnalités, dont J.-P. Sartre, ne sont évidemment pas inquiétées.

Mieux encore : l'affaire Lucas et Margiotti (le 3 mai dernier) : accusés d'une attaque contre un car de police, niant les faits, ces deux jeunes, sur la base de témoignages de policiers, sont condamnés à dix-huit mois de prison ferme et les parents sont jugés civilement responsables et doivent verser 6 millions d'anciens francs à la police à titre de dommages et intérêts !

Le 7 mai, deux étudiants de la faculté de Nanterre, Vlassikof et Lisette, accusés de « violence physique » par un fasciste notoire, dénommé Prade, et malgré le té-

moignage favorable de professeurs et du doyen Verdier sont condamnés par le tribunal à un an de prison ferme.

La liste n'est pas close : citons le cas de l'étudiant Géré, condamné à quatre mois de prison pour une attaque de voiture de police dont il nie être l'un des auteurs ; également l'appel interjeté à Caen, par le ministre dans un procès où le tribunal avait relaxé les prévenus.

Enfin, ressortent actuellement toute une série d'affaires vieilles de près d'un an, d'outrages à agents par voie de presse : c'est ainsi que le 4 juin prochain, *l'Idiot International* passe en jugement et ce n'est que le premier d'une série.

Les prisons françaises commencent donc à se peupler de militants ou de sympathisants révolutionnaires, sans parler de ceux présumés tels, qui seront condamnés par erreur.

Va-t-on pour autant leur reconnaître le régime politique ?

Le 6 février dernier, une commission officielle chargée d'étudier la possibilité d'instituer un régime politique a remis son rapport au ministre. Depuis cette date, un silence obstiné règne sur cette affaire. Il semble bien que le ministre refuse de rendre publique les conclusions de cette commission. Questions posées à M. Plevén :

a) Quelles sont les possibilités d'accueil des prisons françaises pour les gauchistes ? Le VI^e Plan a-t-il prévu des crédits d'équipements nouveaux à cet effet ?

b) A partir de combien de détenus pour faits politiques, sera-t-il possible de leur accorder le régime du même nom ?

Une autre question mais qui s'adresse à M. Marchais :

A partir de combien de détenus politiques, l'adage du P.C.F. selon lequel le gauchisme est de connivence avec le régime sera-t-il considéré comme faux, injurieux ou imbécile ?

Les révolutionnaires et l'action de masse

Éliane Schweitzer

Si l'ensemble des groupes révolutionnaires français a pu jouer un rôle d'éveilleur, a fait découvrir et évoluer rapidement les acquis d'avant 68, la nature des relations qu'il entretient entre les masses et lui-même interdit toutefois que l'on parle d'avant-garde pleinement constituée.

Théorisation hâtive

De fausses conceptions freinent leur progression. Une partie du courant extrême-gauche se coupe des masses par des mots d'ordre mal perçus et mal adaptés.

La critique résumée dans la notion « syndicat-collabo » reconnaît les liens complexes de la classe ouvrière avec ses organisations, si importante soit l'impassé stratégique du réformisme, ainsi que la nature d'une aile marchante qui évolue au sein même du syndicalisme aujourd'hui. Une juxtaposition de mots n'égale pas une réflexion politique !

Prendre au pied de la lettre « Changer la vie », c'est confondre la libération sociale et sa libération personnelle. Ce type d'erreur conduit tout droit à une mise en marge de la société, contraire au militant d'une politique.

Imaginer que l'on puisse déborder le P.C.F., le réduire à une peau de chagrin en le traitant de « social fasciste » est digne des contes de fées, seul endroit où les mots ont des vertus magiques !

Une autre partie du courant se trouve enserrée dans un corset, dont les baleines idéologiques la privent de toute liberté de mouvement et d'appréhension d'une réalité vaste et mouvante. On arrive avec un programme, on possède la pureté théorique, on a toujours raison, il suffit donc, que les masses viennent nous soutenir. Ce rapport paternaliste est la négation même des capacités d'organisation autonomes des masses. Or c'est un point fondamental pour que la ligue du parti puisse être corrigée et que soit arrêtée toute tendance au dogmatisme.

Il ne s'agit pas, ici, de faire l'apologie du P.S.U. qui est traversé par le même type de contradictions ni de proclamer hâtivement la « mort des groupuscules », mais de prendre clairement conscience des responsabilités que leur crée à tous aujourd'hui le réveil de la lutte des classes.

Une pratique ponctuelle

Si le mouvement révolutionnaire doit faire un pas en avant dans la réflexion, il

doit tout autant transformer sa pratique. Le travail politique manque de continuité. Au fur et à mesure que les luttes ouvrières ont éclaté, les groupes se précipitent comme des essaims d'abeilles pour s'en voler ensuite et butiner sur une autre fleur. La période passée est marquée par l'absence d'une intervention ordonnée et systématique du mouvement révolutionnaire.

Ceci est d'autant plus vrai que cette stratégie par à-coups, a pour conséquence l'abandon de la lutte précédente. Comment s'est-elle prolongée ? Quel a été son aboutissement ? A-t-on donné aux travailleurs, qui se sont dégagés au cours de la lutte, les moyens de s'organiser et de continuer la lutte ? Ces questions restent souvent sans réponse.

Paradoxe

Alors que l'influence du mouvement révolutionnaire s'élargit, les groupes demeurent en proie au sectarisme idéologique et aux crises qui manifestent d'inadaptation de leur travail. La pénétration des idées révolutionnaires est claire. Il suffit de voir les crises hystériques du P.C.F. qui pensait, il y a un an, que le gauchisme était un phénomène éphémère ; de constater l'aspect immédiatement politique que prennent les événements (mobilisation pour Guiot...) ; de regarder la progression des mouvements de masses tels que les transports, les femmes... ; d'avoir été là le 1^{er} Mai ; de subir la répression gouvernementale ; de s'interroger sur le caractère nouveau de certaines luttes (Batignolles, Ferodo, Renault...).

Cette influence a d'abord été permise par la montée évidente de la combativité ouvrière. Mais elle a été véhiculée par les militants révolutionnaires avec leur mode d'apparition. Seulement, face à l'offensive gouvernementale, si les affrontements se firent plus durs, leur issue demeurait souvent incertaine ; si le bloc réformiste autour du P.C.F. a été ébranlé, son emprise reste forte et si cette pénétration diffuse est réelle, elle ne promet pas pour autant aux « gauchistes » de prendre facilement de grandes initiatives politiques ou plutôt d'adapter une stratégie offensive à la compréhension de large masse. Le piétinement actuel nécessite que les révolutionnaires fassent un bond en avant pour éviter le pourrissement.

Dépasser la routine de l'agitation et de la propagande n'est pas simple. Il s'agit, non pas d'un dépassement quantitatif, com-

me peuvent le croire certains, mais bel et bien d'un dépassement qualitatif. De la phase, présente il faut accéder à la formation d'une avant-garde liée et issue des masses ouvrières. Partant des acquis que le mouvement révolutionnaire possède, il faut instaurer des rapports d'échange, de réciprocité, de collaboration et de critique avec les masses.

Transformer

Ceci implique un changement du travail politique. Les révolutionnaires doivent aider les travailleurs à mieux comprendre leur lutte et analyser la situation dans laquelle ils se trouvent, ce qui passe par la formulation d'objectifs en fonction de ce qui est perçu dans la classe. Notamment, partir des réalités que représente les syndicats et le P.C.F. pour arriver à leur dépassement stratégique.

Les révolutionnaires doivent aussi donner les armes théoriques et un soutien tactique aux travailleurs en lutte afin qu'ils puissent combattre la bourgeoisie et les déviations réformistes. Cet appui doit permettre l'extension des conflits et faire jouer la solidarité de la classe tout entière. Ceci veut dire qu'une lutte doit être suivie non seulement jusqu'à son aboutissement, mais longtemps après en vue d'un nouvel affrontement, période pendant laquelle les éléments qui se sont ridiculisés, ont besoin de s'organiser, de tirer les leçons de l'expérience passée et de préparer les autres au combat.

Ce type de travail fait appel à de nouvelles formes d'intervention. Il est nécessaire de concentrer ces forces. Le choix du maillon faible n'est pas l'objet de cet article. Mais une réflexion devrait être menée : sur quel type d'usine faut-il intervenir d'abord ? A quel type de lutte accorde-t-on une priorité ? Quelle catégorie de travailleurs est susceptible de devenir une avant-garde ? Où le procès de production est-il le plus fragile ?... L'attachement viscéral à sa propre boutique et la pêche à la ligne qu'elle implique doit être dépassé. L'essentiel n'est pas de remporter un succès par rapport à l'autre groupe, mais d'être un point d'appui à ceux qui se battent.

Les effets

Un tel changement d'attitude peut avoir un grand retentissement dans les masses. Au fur et à mesure que des éléments se

radicalisent, le problème de la réorganisation de la classe pourra être abordé. Il y aura nécessité d'un renouvellement des formes spécifiques et concrètes du syndicat. L'intervention martelée dans les sections syndicales, un travail se situant par rapport à l'axe stratégique du contrôle ouvrier, la progression de l'aile révolutionnaire de la C.F.D.T. et de la C.G.T. permettront aux assemblées du personnel de se réaliser, conduiront à l'abolition des distinctions syndiqués - non syndiqués, lutte économique - lutte politique, ainsi qu'à la coordination des combats et des conquêtes et au refus de la négociation - participation. Les syndicats sont en plus l'enjeu d'une lutte idéologique intense, que seule une stratégie offensive amènera à la victoire.

Les masses sont aussi organisées dans des mouvements autonomes, dont la nature ne permet pas de poser la question du pouvoir. La progression du travail révolutionnaire permettra à ces mouvements de se situer sur un terrain de classe et de dépasser cette première phase du regroupement, nécessaire au début.

Le retour

Ces capacités d'organisation autonomes des masses feront avancer, à leur tour, les partis. Les déficiences de la structuration actuelle des révolutionnaires n'échapperont à personne. Du nouveau rapport se dégageront de nouvelles perspectives qui se répercueront sur le mouvement révolutionnaire dans son ensemble. Ses acquis évolueront constamment au contact de la base. C'est à ce niveau de dépassement dans la réflexion et dans la pratique que convergeront les avant-gardes embryonnaires pour construire le parti révolutionnaire. Celui-ci permettra de surmonter les contradictions existant encore au sein du monde des exploités. Né du combat de la classe ouvrière, il reflètera de façon dynamique les différents fronts de lutte. Par son rôle « d'intellectuel collectif » il aura les capacités de transformer les niveaux de conscience premiers en conscience politique globale. Par ses initiatives politiques, entre le pouvoir, par sa façon d'unifier les éléments d'avant-garde de la classe ouvrière, il modifiera de façon notable le rapport des forces.

De ce fait il sera à même de dépasser les impasses théoriques, les généralisations abusives pour élaborer une ligne politique et des orientations tactiques, toujours débattues et contrôlées par l'ensemble des travailleurs. □

Reims

La jeunesse matraquée

Un quartier ouvrier de Reims qui ressemble à tous les autres quartiers ouvriers. Il y a là un terrain municipal inoccupé, alors que les enfants manquent de place pour jouer... Quelques étudiants, avec l'appui de la population, « piratent » le terrain et commencent à l'aménager en surface de jeu.

La municipalité du ministre Taittinger n'admet pas cette solution efficace. Elle porte plainte. Trois étudiants sont arrêtés et inculpés. Taittinger retire sa plainte. Les trois étudiants n'en sont pas moins condamnés à cinq mois de prison dont un ferme.

Fin avril, à l'appel du « Secours rouge », 3.000 manifestants se rendent devant la prison et demandent la libération des trois jeunes gens. Le lendemain, alors qu'en appel le jugement est confirmé, le centre de la ville est livré à vingt cars de C.R.S.

qui vont s'en donner à qui mieux.

Dès quatre heures de l'après-midi une véritable chasse aux jeunes est systématiquement entreprise. Des dizaines de jeunes qui déambulaient paisiblement dans les rues sont « interpellés », jetés dans les cars, matraqués, photographiés. Quels délits ont-ils commis ? Nul ne peut le dire.

C'est manifestement la journée de la police qui ne cesse de provoquer individuellement les jeunes. Les C.R.S. chargent pour le plaisir : ils n'ont été l'objet d'aucune attaque, d'aucune provocation. Leur violence est sélective, les cheveux longs sont particulièrement visés et bénéficient de quelques coups de matraque supplémentaires.

Un gamin passe en mobylette : il est roué de coups par une nuée de policiers. Quelques jeunes militaires en permission ont droit au même tra-

tement. Devant une charge, trente jeunes s'enfuient dans l'étroite rue du Clou-de-Fer. C'est le guet-apens, à l'autre extrémité de la rue les C.R.S. attendent... A l'abri des regards indiscrets c'est un sadique matraquage qui se déroule. Dans cette rue un jeune homme qui répare sa voiture est lui aussi assommé sans pitié.

Ailleurs un adolescent, encadré de son père et de sa mère est lui aussi matraqué. La mère hurle à l'adresse des C.R.S. : « Bandits ! Assassins ! » ; à l'adresse de la foule des badauds : « Vous êtes des lâches de laisser faire des choses pareilles. » Mais que faire devant des flics armés jusqu'aux dents ?

Ainsi, toute la soirée, sans raison la police a frappé. Toute la jeunesse de Reims a été matraquée dans une ambiance de terreur et de violence pré-hitlérienne. □

Les travailleurs agacent Monsieur Ferniot

Gérard Féran

Si vous désirez savoir comment se porte la bourgeoisie, utilisez un excellent thermomètre : M. Ferniot. Moyennant quelques minutes d'écoute de Radio-Luxembourg en prenant votre petit déjeuner, vous partagerez les pensées moroses ou réjouies de ceux qui nous gouvernent sans avoir à connaître directement les rumeurs chabannesques ou pompidoliennes.

Car Ferniot, lui, peut parler haut et fort. Il aime d'ailleurs donner des leçons et ce conflit Renault lui a donné l'occasion de proférer quelques phrases bien senties à l'intention de la classe ouvrière et des organisations syndicales. Thème général de l'homélie de ce monsieur : « Travailleurs, un peu de sérieux. » Et de se tourner vers la C.G.T. lors de son premier éditorial pour lui reprocher amèrement, alors que toute son attitude pourrait en faire un « interlocuteur valable », la rupture du contrat signé quelques mois avant avec la direction de Renault. Car il était bien entendu, n'est-ce pas ? que ce contrat avait pour objet la paix sociale. Quelle malhonnêteté dans ces conditions que de soutenir la grève des OS du Mans ! Comment voulez-vous construire une société nouvelle et stable avec des gens qui ne tiennent pas leurs engagements ?

Ferniot indique en fait ici fort bien l'objet de la politique contractuelle poursuivie par le gouvernement : ôter aux travailleurs leurs principales armes de lutte et d'abord la grève en échange de quelques augmentations salariales. Cette politique échoue aujourd'hui chez Renault et cela prouve que la classe ouvrière n'est pas disposée à accepter les règles du jeu que prétendent lui imposer patronat et gouvernement. Mais elle est objectivement dangereuse et les syndicats risqueraient, en mésestimant ses conséquences, de confondre négociation et traité de paix. Souhaitons donc que les éditoriaux de Ferniot servent d'avertissemens.

« Sus aux révolutionnaires chrétiens ! »

La C.G.T. une fois rappelée à ses responsabilités, notre commentateur attitré de politique intérieure s'en prend le lendemain à la C.F.D.T. Le ton change alors. Il ne s'agit même plus de traiter avec un interlocuteur. La C.F.D.T., c'est entendu, est devenue totalement irresponsable et la seule question est de savoir pourquoi. Pour nous l'expliquer Ferniot se transforme alors en théologien.

Il n'y a rien de pire pour lui que les révolutionnaires chrétiens de l'ex-C.F.T.C. Leur idéalisme certes, pouvait passer pour sympathique tant qu'il ne mettait pas en cause l'ordre social. Seulement voilà, quand ils se mêlent de politique, ces chrétiens n'ont plus aucune retenue. C'est l'organisation du travail capitaliste elle-même et non plus ses seules conséquences qu'ils attaquent.

On les croyait installés dans la classe ouvrière pour prêcher la collaboration de classe et voici qu'ils radicalisent les conflits sociaux. Et M. Ferniot de redécouvrir les méfaits d'un christianisme que la bourgeoisie flatte quand il constitue un de ses principaux piliers idéologiques. Encore quelque temps et la laïcité deviendra un thème majeur de combat du gaullisme !

Les commentaires politiques diffusés par Radio-Luxembourg ne manquent pas, on le voit, d'une certaine saveur, et M. Raymond Cartier, autre éditorialiste, fait preuve par ailleurs d'une égale lucidité dans la défense des intérêts de la bourgeoisie.

Il faut leur reconnaître aussi un intérêt réel : ils rendent compte en général avec justesse des risques réels que court aujourd'hui la classe dominante. Et il est vrai que les luttes sociales de ce dernier mois, illustrées avec éclat par le conflit Renault, ont de quoi l'inquiéter. Plus la classe ou-

vrière s'attaqua aux structures mêmes de la production et plus il est difficile à la bourgeoisie d'intégrer les exigences des travailleurs. Tout ce qui touche à l'organisation du travail touche au-delà du pouvoir patronal au principe même du capitalisme. Toute forme de lutte, qui comme celle des OS du Mans, bloque la production est incomparablement plus efficace que les grèves symboliques de 24 ou de 48 heures. Enfin la généralisation des occupations d'usine est le signe caractéristique d'une remise en cause de la propriété des moyens de production que le patronat ne peut accepter sans se renier.

On conçoit aussi que dans ce développement de formes nouvelles de lutte plus dures et plus efficaces, la bourgeoisie ait besoin de tous ses soutiens idéologiques pour justifier le maintien de son ordre social. Elle a donc raison de s'inquiéter de l'évolution massive des travailleurs ou d'intellectuels chrétiens, rejoignant des positions anticapitalistes conséquentes. Car ces ruptures mettent à nu les fondements réels du système qui cache de plus en plus mal les rapports d'exploitation qu'il instaure derrière les paravents de « justice sociale », d'aide aux « plus défavorisés », ou de « participation ».

M. Ferniot a donc d'excellentes raisons d'être « agacé » par le comportement des travailleurs. Gageons que cet agacement finira par se transformer en fureur quand ils pousseront « l'irresponsabilité » et « le manque de sérieux » jusqu'à faire la révolution !

Un cas parmi d'autres

P. Gautier

Le 17 avril dernier, Desdémone Bardin, photographe pigiste du journal « J'accuse » s'arrête en compagnie de son fiancé Jérôme Greenberg, avocat américain, au voisinage d'un meeting ouvrier devant un établissement Usinor de Thionville. Que croyez-vous qu'il arriva ? A peine sortis de voiture et, sur les ordres du commissaire Langrognat, ils sont presque immédiatement arrêtés pour vérification d'identité ; une vérification qui dura deux jours sans communication avec l'extérieur pour Desdémone Bardin et trois jours pour Jérôme Greenberg. Ce dernier, auquel on essaie de coller sur le dos une affaire de drogue, est expulsé sur le Luxembourg par un arrêté de refoulement du préfet de la Moselle. Aujourd'hui il s'y trouve toujours sans pouvoir rejoindre celle qui doit être sa femme qui attend un enfant. La police de M. Marcellin crée ainsi une nouvelle catégorie de gens contre lesquels tout est permis, les suspects de gauchisme.

Si l'on rapproche cet acte arbitraire, de ce qui est arrivé à Michèle Manceaux, journaliste du « Nouvel Observateur » (perquisition à l'heure du laitier) pour avoir osé faire son métier à Flins, il faut en conclure que nous devons préparer une réplique vigoureuse.

Des abonnements pour tribune

« Tribune Socialiste » est un instrument pour étendre l'influence du parti. Quelles que soient les critiques que les uns ou les autres peuvent lui adresser, notre journal intervient dans les luttes politiques nationales et internationales. La grande presse fait de plus en plus référence à ses prises de position, à ses commentaires sur les luttes politiques et sociales. La faiblesse de ses moyens de départ ne lui permet cependant pas d'exploiter à fond toutes les possibilités et de s'adresser à tous les lecteurs en puissance. Un moyen très simple de nous aider est de faire de nouveaux abonnés, en effet chaque nouvel abonné signifie un peu d'argent supplémentaire que nous pouvons investir dans l'amélioration de la rédaction ou de la diffusion.

Notre tarif abonnement ne peut être un obstacle :

- un an : 43 F,
- un an, de soutien : 80 F.

Chaque abonné d'un an recevra un livre ou un disque en cadeau de bienvenue. Chaque militant du Parti nous ayant fait parvenir 10 (dix) bulletins d'abonnement recevra lui-même un livre ou un disque (d'une valeur de 25 F à choisir dans la Librairie T.S.).

— ABONNEMENT D'UN AN A 43 F

Un livre (au choix) :

- Le P.S.U. et l'avenir socialiste de la France, par Michel ROCARD.
- La C.G.T., par André BARJONET.
- Les paysans dans la lutte des classes, par Bernard LAMBERT.

Un disque :

- Quatre chansons pour le Vietnam, par Simone BARTEL, Ed. T.S.

— ABONNEMENT D'UN AN DE SOUTIEN A 80 F

Un livre (au choix) :

- Le Parti Communiste Français, par André BARJONET (valeur 16,50 F).
- L'Empire américain, par Claude JU-LIEN (valeur 25 F).
- La Théorie du matérialisme historique, par N. BOUKHARINE (valeur 20 F).

Un disque :

- Chants révolutionnaires du monde, par le Groupe des 17 (valeur 24,25 F).

luttes culturelles

Le souffle au cœur

Alain Moutot

Souvent la « nouvelle vague » n'a fait que revigorier le visage quelque peu défraîchi du cinéma français sans provoquer de véritables lames de fond susceptibles de briser cet amoncellement de pensums servis à longueur de film. Peut-être parce qu'il en a eu assez de faire des ronds dans l'eau, le réalisateur Louis Malle a passé outre les consignes de conformisme. Il s'est attaqué à un de ces authentiques tabous qui font partie des pièces maîtresses de l'édifice idéologique de la société bourgeoise : l'inceste.

La remise en cause de la famille, la mise à bas de la dictature du père, le bouleversement du droit d'héritage déduits de l'idée d'inceste font que l'évocation même de ce sujet est considéré par la bourgeoisie comme un dangereux anticorps et la santé morale d'une société bien pensante en exige le rejet immédiat.

La réaction, en effet, ne s'est pas fait attendre. Sans parler des avatars de l'émission télévisée « Post-Scriptum », la commission de pré-censure a recommandé l'interdiction totale du « Souffle au cœur ».

Pour que son film ne reste pas à l'état de projet, Louis Malle s'est subrepticement inséré dans ce domaine de l'interdit en s'entourant méticuleusement de précautions. Ainsi le film est très historiquement situé en 1954 ; les relations du fils et de la mère découlent de conditions et de situations familiales exceptionnelles ; surtout Louis Malle a su sérié les séquences où il s'est permis d'aller trop loin et celles où il a gommé le caractère scandaleux en maniant avec beaucoup de tact, humour et émotion. C'est le prix payé à la liberté surveillée qui est la condition normale de la culture en régime bourgeois.

Ces précautions, sans entamer l'amorce subversive, participent en fait à la finition et à l'impact certain d'une œuvre, de facture assez traditionnelle par ailleurs.

Le cadre lénifiant d'une ville de province et l'époque de Dien-Bien-Phu avec les frustrations de la bourgeoisie reconstituées avec justesse révèlent les implications de l'acte final. Cette découverte, à l'âge ingrat, du monde de la sexualité par un jeune homme issu

d'une famille de la bourgeoisie aisée installée à Dijon s'avère de bout en bout passionnante. C'est le cheminement d'une libération psychanalytique d'un adolescent (Benoit Ferreux) qui par un acte d'amour avec sa mère (Lea Massari) tue en son père (Daniel Gelin) l'image d'une société étriquée et l'atteinte constante portée à une sensibilité aiguisée et fébrile. « Le Souffle au cœur », film attachant, nous propose autre chose que « la bourgeoisie fait cinéma ». □

Rectificatif

Quand la pensée dépasse la réalité !...

C'est par erreur que nous avons parlé de « location du théâtre » dans les frais supportés par la « Compagnie du Chêne Noir ». Le Théâtre du Soleil a gracieusement prêté le local. Rectification que nous faisons bien volontiers.

Profitons de ces quelques lignes pour signaler que le « Chêne Noir » a reçu, pour « Aurora » environ 1.500 spectateurs en sept représentations. Beau résultat, en fonction d'une propagande restreinte. Gérard Gélas retourne en Avignon dans son nouveau local où nos lecteurs provençaux ou non, pourront le retrouver. (8-10, rue Arnaud de Fabre, Avignon.)

Quant au Théâtre du Soleil, après quelques représentations de « 1789 » à Sartrouville, il revient à La Cartoucherie de Vincennes et y restera jusqu'au 13 juillet. Avis aux amateurs.

l'école, premier rouage de l'engrenage capitaliste



81 rue Mademoiselle-Paris 15 **PSU**

Cette affiche, conçue par la Commission nationale de Propagande est actuellement disponible.

Grand format : 0,85 x 0,58
Les sections et fédérations peuvent passer commande, avec le règlement, à :
TRIBUNE SOCIALISTE, 54, boul. Garibaldi, PARIS 15^e
C.C.P. : 58 26 65 PARIS
Prix : 0,15 F l'unité

PAYSANS EN LUTTE

ORGANE DE MASSE DES TRAVAILLEURS DE L'AGRICULTURE

2 F l'exemplaire

Vous pouvez le commander pour la vente militante à :

• T.S. • 54, bd Garibaldi, Paris 15^e

Abonnez-vous en envoyant vos :

Nom

Prénom

Adresse

Profession

à • T.S. • 54, bd Garibaldi, Paris 15^e.

PAYSANS EN LUTTE

bulletin pour l'action des travailleurs de l'agriculture

Dimanche 23 mai à 10h30

34 boud Barbès

“1871... A SUIVRE”
théâtre et chansons

par la troupe

LA CANAILLE

Débat avec

ANDRE

BARJONET



Éditions du P.S.U.

LUTTES DE CLASSE EN ESPAGNE

L'exemplaire : 3,50 F

Par 10 exemplaires minimum : 3,00 F l'exemplaire

EN VENTE à la librairie « Tribune Socialiste », 54, bd Garibaldi - PARIS 15^e - C.C.P. 58 26 65 Paris

A la découverte des socialismes

• POLOGNE 3 semaines	970 F
• ROUMANIE 3 semaines	1390 F
• ALBANIE 2 semaines	1100 F
• ALGÉRIE 2 semaines	790 F
3 semaines	950 F
• YOUGOSLAVIE 3 semaines	910 F
• TCHÉCOSLOVAQUIE 3 semaines	890 F
• CONGO-BRAZZA 1 mois environ	1500 F
• CUBA 3 semaines à partir de	1995 F

Pays et peuples

• PALESTINE 1 mois environ	950 F
• SUÈDE 2 semaines	990 F
• SÉNÉGAL-MALI 4 semaines à partir de	1890 F
• MEXIQUE transport	1650 F
• PÉROU transport	2450 F
• NEW YORK transport	780 F

Jeunes

BRETAGNE	50 F
• séjour de travail chez des milieux ruraux	530 F
• HAUTE PROVENCE	• randonnées cheval

Pour tous renseignements s'adresser à :

DECOUVERTE ET CULTURE

PARIS : 94, rue Notre-Dame-des-Champs, 6^e
LYON : 44, rue Saint-Georges, 5^e

Tél. : 325.00.09

Tél. : 84.81.24



Tisserands en grève contre le rendement

A l'entreprise Soparlaine de Wattrelos (Nord), les ouvriers du tissage sont en grève depuis le 3 mai. « Et ils savent ce dont ils ne veulent plus : le salaire au rendement et les cadences qui riment la santé. »

Chacun sait que le textile se concentre entre les mains de quelques gros trusts, que des usines ferment leurs portes et que se créent d'importantes unités de production. Pour le patronat, il s'agit de produire beaucoup avec le moins de personnel possible. Quant aux ouvriers, les uns iront pointer au bureau de chômage, les autres travailleront à un rythme infernal. Dans les Vosges, des villes se meurent.

A Roubaix-Tourcoing, il se crée une armée de chômeurs.

Tout vient de là. Avec Soparlaine, on a un exemple de concentration. A l'origine, il y avait Leclercq-Dupire, une entreprise familiale paternaliste comme on en rencontre beaucoup dans la région. Le trust D.M.C. absorbe la société Leclercq-Dupire et la tronçonne en trois entreprises. Ainsi, deux « entreprises » cohabitent dans l'usine de Wattrelos : Soparlaine pour les robes et la draperie ;

Leclercq-Dupire pour la toile tailleur. Une autre usine de l'ex-Leclercq Dupire, spécialisée dans la doublure, s'appellera Texunion.

Second acte : D.M.C. absorbe Sion à Halluin, à quelques kilomètres au Nord de Wattrelos, et place cette usine sous la coupe de Soparlaine. Troisième acte : D.M.C. ferme l'usine d'Halluin et jette 285 personnes sur le pavé ; c'est l'usine de Wattrelos qui assurera la production de l'ex-Sion. Quatrième acte : malgré 80 embauchages, c'est la pagaille à Wattrelos. Les productions de Sion et de Soparlaine n'étaient pas les mêmes.

« Nous perdons de l'argent ! », pleure la direction.

Alors, on voit apparaître des « réorganisateurs » venus de l'extérieur. Leur imagination au pouvoir met en place toute une hiérarchie de « petits chefs ». Certains ouvriers se croient « arrivés » en gagnant 50 centimes de plus que leur voisin, ainsi raisonnent ces penseurs. Le résultat le plus certain est que la charge de travail augmente, augmente...

Mais un jour, le vase déborde. Les tisserands décident qu'ils suivront désormais huit métiers. Cer-

tains en conduisent seize. Nous sommes en octobre 1970. Le mouvement flanchera au bout de trois jours : un délégué de la maîtrise se laisse influencer par la direction et fait remettre tous les métiers en route.

Dans la dernière semaine d'avril, la direction propose aux délégués de payer au rendement le personnel du tissage. Malgré les possibilités de petites augmentations, les ouvriers du tissage refusent net. Mieux : ils débrayent deux heures en fin de poste le jeudi 29 avril. Ils réclament le maintien du salaire horaire avec une augmentation de 0,40 F pour tous, le paiement en heures supplémentaires des récupérations et la diminution des charges de travail. Le patron fait la sourde oreille. Le lundi 3 mai, les trois équipes du tissage se mettent en grève illimitée.

Présentons ces ouvriers. Ils sont soixante tisserands, barilleurs, monteurs et noueurs qui se relaient en trois équipes. Ceux qui travaillent de nuit sont pour la plupart des Portugais. C'est au tissage que l'on gagne les plus « hauts » salaires horaires de l'entreprise : 6,55 F de l'heure en moyenne pour 45 heures par semaine. Faut pas

demander ce que gagnent les autres !

Le mouvement est parti de la base, sans mot d'ordre syndical. La C.F.D.T. est majoritaire dans l'entreprise (20 délégués sur 24). La plupart de ses délégués entrent aussitôt dans la lutte pour organiser et étendre le mouvement. D'autres ne font rien et ne se mettent pas en grève. Quant aux grévistes, beaucoup restent chez eux dès le premier jour. On ne les revoit plus. Et comme on les comprend ! Après des mois passés sous pression, ils ont ressenti un immense besoin de se reposer et de profiter du soleil !

Mais l'action de ceux qui viennent aux piquets de grève portera ses fruits : le jeudi suivant, le rentrage se met en grève (12 personnes), ainsi qu'une partie de la préparation et l'échantillonnage. Les cahiers de revendications qui s'élaborent portent sur les mêmes problèmes : augmentations égales pour tous de 0,40 F, suppression des disparités de salaires suivant le rendement, hygiène et sécurité.

La direction contre-attaque. Le tissage est un secteur-clé dont l'arrêt bloque d'autres ateliers. La direction met ces ateliers en chômage technique et envoie une lettre à tous les membres du personnel, dans laquelle elle rejette la faute sur les tisserands. Puis, le samedi 8 mai, elle se lance dans une « offensive de charme » auprès des Portugais. Elle les rassemble dans un café près de la gare de Roubaix. On leur paye plusieurs verres et on parle beaucoup pour les convaincre de ne pas « écouter ces Français ». Eh bien, ils sont convaincus, ces Portugais : ils n'écoutent pas la direction et restent solidaires de leurs camarades.

Le 13, des inspecteurs du travail viennent dans l'entreprise. Une déléguée leur fait faire le tour des ateliers. Voyant l'état déplorable des installations, ils obligent la direction à présenter un plan de travaux au comité d'hygiène et de sécurité.

Le lundi 17, le comité de grève convoque les ouvriers du tissage pour une assemblée et organise un vote à bulletin secret : 23 présents sur 67, 16 veulent continuer la grève, 6 veulent reprendre et 1 vote nul. « Le résultat n'est pas valable, prétend la direction. Il y avait trop d'absents. » Les cadres organisent donc un ramassage et parviennent à trouver 15 grévistes. Ils en sont pour leurs frais : 10 votent pour la poursuite de la grève, 3 pour la reprise et 2 s'abstinent.

Ainsi, le tissage de Soparlaine se place aujourd'hui en pointe de la lutte dans le textile. Après toutes les violences que la classe ouvrière a subies pendant les concentrations, voici que des travailleurs reprennent l'offensive en s'attaquant à la source du profit : bas salaires liés au rendement, charges de travail abrutissantes. Tôt ou tard, d'autres offensives suivront. □